

13 juin 2009

« Croissance et décroissance-quels autres modèles que le capitalisme pour produire et échanger ? »

Journée de débats organisée par solidarités

Consommer moins pour produire moins ? Produire plus, mais autrement ? Pour autre chose que le profit ? Le travail peut-il préserver l'écosystème au lieu de le détruire ?

Enjeux de la souveraineté alimentaire

Intervention de Valentina Hemmeler Maïga d'[Uniterre](#)

Depuis 1993, il existe un mouvement paysan international « [La Via Campesina](#) » qui regroupe des petits et moyens producteurs, des sans terre, des femmes et des jeunes du milieu rural, des peuples indigènes et des travailleurs agricoles.

En 2008, lors de la Vième conférence internationale du mouvement, on comptait 150 organisations membres actives dans 70 pays différents.

Les deux représentants en Suisse sont Uniterre et, depuis 2008, [l'autre syndicat](#).

Il me paraît important de noter la volonté de travailler ensemble, de manière toujours plus étroite sur les grands enjeux de l'agriculture et de l'alimentation. Non seulement pour les premiers acteurs que sont les paysans, mais avec une véritable détermination de proposer un projet de société dans lequel l'agriculture a des droits et des devoirs. Ce travail commun démontre que les paysans ne sont pas en opposition mais que c'est plutôt les modèles de production qui s'affrontent : l'un basé sur l'industrialisation, tourné vers l'exportation et que nous rejetons et l'autre basé sur une agriculture écologique, à taille humaine, respectueuse de l'environnement, des animaux et des Humains.

La Via Campesina, depuis sa création, a permis « **d'internationaliser** » un certain nombre de thèmes chers aux organisations locales. Des visions ayant bien souvent un caractère précurseur : la problématique de la mondialisation, des impacts de celle-ci sur les sociétés comme sur l'environnement, la dégradation du climat, la surexploitation (des ressources naturelles et des êtres humains), la surproduction, l'industrialisation sont des aspects que La Via Campesina et Uniterre ont bien souvent mis en avant. Des alternatives ont été proposées comme le concept global de souveraineté alimentaire que nous présentons par la suite plus en détail.

Les principaux objectifs de La Via Campesina sont de développer:

- **la solidarité** et l'unité dans la diversité parmi les organisations de petits producteurs, afin de promouvoir des relations équitables entre les hommes et les femmes, ainsi que des relations économiques d'égalité et de justice sociale,
- **la préservation et la conquête** de la terre, de l'eau, des semences et des autres ressources naturelles,
- **la souveraineté alimentaire,**
- une **production agricole durable** ainsi qu'une égalité basée sur les petits et moyens producteurs.

Il faut souligner ici le fait que le mouvement paysan international a probablement été **un des premiers secteurs économiques à questionner la productivité et la nécessité de « raisonner » nos modes de production.** Ceci alors que le trend dominant tant dans

l'agriculture que dans le reste des secteurs économiques était celui de la croissance à tout prix. Il est donc question de produire en accord avec les capacités de l'éco-système local, de réduire voire de renoncer à l'utilisation d'intrants chimiques de synthèse, de favoriser des pratiques de rotation des cultures etc.

Les points suivants résument bien la vision de la via campesina

1. La Vía Campesina défend un modèle **d'agriculture paysanne et familiale** basée sur la production durable, avec des ressources locales et en harmonie avec la culture et les traditions des communautés. Les paysans et les petits producteurs ont une grande expérience liée aux ressources disponibles localement. Nous sommes en mesure de produire une grande quantité de nourriture de qualité avec très peu d'intrants externes. Notre production est principalement destinée à la consommation familiale, et les excédents peuvent être vendus sur les marchés locaux.

2. La **souveraineté alimentaire** est le DROIT des peuples, des pays ou de groupes de pays à définir leurs politiques agricoles et alimentaires, sans faire du dumping dans d'autres pays. La souveraineté alimentaire organise la production et la consommation alimentaire **selon les besoins des communautés locales**, en donnant la priorité à la production pour la consommation locale. La souveraineté alimentaire **inclut le droit à protéger et à réguler l'agriculture** et l'élevage au niveau **national**, et à **protéger le marché local du dumping** des excédents alimentaires et des importations à bas prix en provenance d'autres pays. Par ce biais elle veut permettre des prix couvrant les coûts de production. Les sans terre, les paysans et les petits producteurs doivent **avoir accès à la terre, à l'eau, aux semences, à des moyens de production, aux crédits et à des services publics adaptés**. La souveraineté et la durabilité alimentaires doivent être **prioritaires par rapport aux politiques commerciales**.

Elle place donc les aspirations et les besoins de ceux qui produisent, distribuent et consomment la nourriture au cœur même des systèmes alimentaires plutôt que la demande des marchés et des grandes entreprises. La souveraineté alimentaire privilégie les économies et les marchés locaux et nationaux, autonomise l'agriculture paysanne et familiale, la pêche artisanale, le pastoralisme et protège la production alimentaire, la distribution et la consommation en respectant les principes de durabilité environnementale, sociale et économique.

3. Le modèle actuel de l'agro-industrie a été délibérément dessiné pour une **intégration et une domination verticale de l'agriculture**. Ce modèle exploite les travailleurs, et concentre le pouvoir économique et politique au sommet de la pyramide. La Vía Campesina **défend un modèle décentralisé où la production, la transformation, la distribution et la consommation sont contrôlées par les peuples**, les communautés elles-mêmes, et non par des entreprises transnationales.

Nous estimons qu'il est possible de nourrir l'ensemble de la planète et de répondre aux besoins de nos sociétés en s'affranchissant d'un modèle productiviste, tourné vers l'exportation, à domination verticale où le pouvoir est concentré dans les mains de quelques multinationales qui contrôlent de la semence jusqu'à l'assiette.

En l'occurrence, nous ne sommes plus les seuls puisque même des instances de l'ONU, en l'occurrence le rapport mondial sur l'agriculture, (<http://www.agassessment.org/>, voir aussi site de vulgarisation des ONG : <http://www.agassessment-watch.org/>) estiment que la paysannerie locale peut répondre à l'essentiel de nos besoins et qu'il y a nécessité de **relocaliser les économies, de mieux rémunérer** les acteurs premiers que sont les paysans et

les pêcheurs, de leur **donner accès aux ressources naturelles**, au **savoir local** etc. Après avoir admis que les progrès n'ont pas bénéficié à tout le monde de manière équitable et qu'ils ont souvent été accompagnés de conséquences négatives diverses, et en vue des enjeux du futur (démographie, mondialisation, migrations, changement climatique etc.), les chercheurs concluent : **« l'intensification telle que pratiquée actuellement par la révolution verte est jugée inadaptée pour l'avenir »**.

Ce rapport estime indispensable de reconnaître la multifonctionnalité et la diversité des processus d'innovation. Prendre en compte la complexité des systèmes agricoles ainsi que leur diversité selon les contextes socio-économiques et culturels comme leurs écosystèmes. Savoirs locaux et traditionnels doivent être intégrés. Ce rapport suggère d'appuyer le travail de sélection sur des méthodes participatives et de développer l'agro-écologie.

Ce rapport doit être mieux diffusé et connu car au sein de l'ONU et de la FAO, une part rejette ou ignore les constats et orientations du rapport et une autre aimerait, grâce à ce document, provoquer une réorientation de nos politiques. Ce second groupe est à la peine et mérite sans doute un soutien de la société civile. Pour information, le bureau de coordination du rapport est fermé et les fonds pour la suite ne sont pas assurés.

Alors que pendant de nombreuses années, les producteurs familiaux étaient négligés, ils retrouvent enfin la reconnaissance. Il faut rappeler qu'au nord comme au sud, l'Etat s'est désengagé de l'agriculture de proximité. Au sud, notamment contraint par les programmes d'ajustement structurels qui ont forcé les Etats à réduire leur rôle comme peau de chagrin en ce qui concerne le soutien à l'agriculture vivrière. Nombre de ces pays sont ainsi devenus de « simples » pourvoyeurs de matières premières agricoles de base bon marché tout en étant consommateurs de nos surplus et produits finis. La coopération au développement a elle-aussi délaissé le secteur agricole ces 20 dernières années.

Cette revalorisation est importante car on a tenté de délocaliser les productions de diverses manières. En créant des élevages hors-sol, hyper intensifs essentiellement de [porcs et de volailles](#) que ce soit dans nos pays ou surtout, dans les pays émergents. Ces élevages sont rentables pour autant qu'ils compressent les animaux comme la main d'œuvre. De très nombreux éleveurs locaux et familiaux ont été ruinés par l'arrivée de ces grosses productions en aucun point durables. On a également délocalisé cette fois-ci la main d'œuvre en employant dans les serres du sud de l'Europe de la main d'œuvre nord africaine et subsaharienne. Il en est de même au sud des Etats-Unis.

Aujourd'hui il nous semble que nous sommes réellement à une croisée des chemins où nous avons l'option de choisir entre deux systèmes de production tels que cités précédemment. Ceci en raison de la crise alimentaire mondiale, les crises financières et climatique, aux soubresauts de l'OMC, à des rapports tels que celui de l'IAASTD qui laisse une porte entrouverte aux propositions d'alternatives, les certitudes de hier s'étant transformées, chez certains, en doutes.

Mais la course à la monoculture intensive n'a de loin pas dit son dernier mot. Elle est d'ailleurs fortement encouragée par le boom sur les agrocarburants et à l'interconnexion fort attendue entre OGM et agrocarburants. La crise alimentaire a d'une part angoissé certains pays à la recherche de sécurité alimentaire et d'autre part aiguisé l'appétit des [spéculateurs](#). Cela a pour conséquence une ruée phénoménale sur les terres, notamment en [Afrique](#) mais aussi en Europe de l'Est ou en Asie. L'achat ou les concessions pour plusieurs dizaines d'années vont bon train. Cela se passe dans des pays où la terre est propriété de l'Etat et où les paysans n'ont pas grand-chose à dire.

Exemples glanés sur le nouveau site <http://farmlandgrab.org/> : « Début avril dernier, la Libye obtenait le droit d'exploiter 100'000 hectares de céréales en Ukraine pour son propre compte. Le 14 avril, c'est la Corée du Sud, via le géant Hyundai Heavy Industries, qui achetait 10 000 hectares de terres agricoles en Russie. Le 20 avril, la République démocratique du Congo (RDC), pourtant dépendante de l'extérieur pour un tiers de son approvisionnement en céréales, offrait à l'Afrique du Sud le droit d'exploiter 10 millions d'hectares sur ses terres à des fins d'exportation. Et des négociations sont sur le point d'aboutir entre le Pakistan et les Emirats arabes unis pour l'acquisition par l'Etat du golfe de 320 000 hectares de terre ». (<http://farmlandgrab.org/4549>)

Cette foire à l'achat de terre agricole doit être stoppée d'urgence car elle hypothèque, pour de très nombreuses années toute possibilité d'accès à la souveraineté alimentaire pour les pays concernés.

Il faut mettre un terme à ces pratiques qui consistent à aller faire son marché alimentaire, énergétique etc. au sud et repenser nos relations internationales.

Pour nous l'intérêt de la souveraineté alimentaire est qu'elle relocalise la production, la consommation, la pensée et la politique tout en gardant un esprit de solidarité. Elle redonne un rôle prépondérant aux acteurs de base et casse le monopole des multinationales qui sont elles attirées par tout ce qui leur permet d'engranger des profits : le commerce mondial, l'agrochimie et l'agroindustrie, la spéculation.